

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/W/9

BOP/W/165

10 novembre 1995

(95-3497)

Comité des restrictions appliquées
à des fins de balance des paiements

CONSULTATION DE 1995 AVEC LE NIGERIA AU TITRE DE L'ARTICLE XVIII:12 b) DU GATT DE 1994 ET DU MEMORANDUM D'ACCORD CONNEXE

Note d'information établie par le Secrétariat

1. Le présent document a été établi conformément au paragraphe 12 du Mémoire d'accord sur les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 relatives à la balance des paiements.

I. Consultations précédentes avec le Nigéria

2. Le Nigéria a tenu sa première consultation avec le Comité du GATT de 1947 en avril 1984, conformément à l'article XVIII:12 a). Trois consultations simplifiées ont eu lieu, en octobre 1986 (BOP/R/165), en octobre 1988 (BOP/R/179) et en mars 1991 (BOP/R/190). Elles ont été suivies d'une consultation approfondie en mai 1993 (BOP/R/209), qui a repris en novembre 1993 (BOP/R/209/Add.1).

3. Lors de la dernière consultation, le Comité a conclu que le relâchement des politiques budgétaires et monétaires avait provoqué une reprise de l'inflation et une dégradation sensible de la situation économique extérieure et intérieure du Nigéria, et qu'il était la principale cause de la régression. Un ajustement rapide et décisif de ces politiques, impliquant notamment le règlement durable de la question du service de la dette extérieure, était nécessaire pour renouer avec la croissance et résoudre les difficultés de la balance des paiements du pays. Le Comité a invité instamment le Nigéria à intensifier la libéralisation des échanges afin de compléter les nécessaires mesures correctives d'ajustement macroéconomique et financier. Les droits de douane nigériens présentaient encore l'inconvénient d'être imprévisibles, tandis que les restrictions commerciales et d'autres mesures encourageaient la contrebande et d'autres formes de commerce illicite. Quatorze grands groupes de produits restaient frappés d'une interdiction à l'importation. On s'est demandé si ces prohibitions pouvaient être justifiées au titre de l'article XVIII:B.

4. Le Comité a achevé la consultation en novembre 1993, après que le Nigéria eut notifié une liste d'interdictions maintenues pour des raisons de balance des paiements au niveau des lignes tarifaires, comme le Comité l'avait demandé (BOP/313/Add.1). Le Nigéria s'est engagé à continuer d'assouplir les restrictions en vue de renoncer à se prévaloir de l'article XVIII:B, à condition qu'une amélioration de la conjoncture intérieure et internationale relance l'économie du pays et réduise ses difficultés de balance des paiements et que la situation de la balance des paiements s'améliore.

II. Cadre de la politique commerciale et de la politique de change

i) Restrictions à l'importation

5. Les changements intervenus en 1995 se sont traduits par le retrait des produits ci-après de la liste des produits prohibés: poussins nouveau-nés de souche (première génération); tous les vins

mousseux, y compris le champagne; fruits, frais ou en conserve, et jus de fruits; légumes, y compris la purée et la pâte de tomates, les racines et tubercules, frais ou séchés, entiers ou coupés en tranches ou en morceaux ou pulvérisés, moelle du sagoutier; bois transformés; riz et produits dérivés¹; sulfates d'aluminium, y compris les aluns; ampoules GLS et tubes fluorescents; piles du type R.20; alkylbenzène ramifié. Ces produits sont frappés de droits de douane compris entre 5 et 100 pour cent. Depuis le 1er janvier 1995, l'importation de meubles et accessoires de mobilier est également prohibée. Seize types de produits font actuellement l'objet d'une interdiction d'importer. On trouvera à l'annexe I la liste actuelle des produits dont l'importation est prohibée, y compris au titre de l'article XVIII:B, pour la période 1995-2001.

6. Les prohibitions à l'exportation ont été introduites pour encourager l'industrie locale ou pour atténuer des pénuries intérieures. En 1988, les exportations de bois d'oeuvre, de bois bruts et de bois travaillés, à l'exclusion des meubles, des parties de meubles et du gmelina, ont été interdites. Par la suite, la prohibition a été étendue aux racines de manioc, au maïs, aux racines d'igname, aux haricots, aux riz et à leurs dérivés (1989), à tous les produits alimentaires importés (1989), aux cuirs et peaux bruts (1990) et aux palmistes (1991). L'exportation des neuf produits suivants est actuellement prohibée: haricots, riz, manioc, maïs, igname, bois d'oeuvre, cuirs bruts, ferraille et caoutchouc brut.

7. Toutes les importations d'une valeur supérieure à 1 000 dollars EU (5 000 dollars EU avant 1991) sont soumises à inspection avant expédition en vue de vérifier la qualité et la quantité du produit ainsi que la conformité de son prix. Le paiement en devises et la libération des marchandises par les autorités douanières à l'entrée sur le territoire national ne sont autorisés que sur présentation d'un accusé de bien trouvé et d'un rapport sur les droits d'importation. Les directives mises en place le 1er juin 1995 font obligation aux importateurs de payer des droits par l'intermédiaire de six banques désignées chargées de leur recouvrement; cette mesure devrait rapporter quelque 430 millions de dollars EU supplémentaires en 1995.²

ii) Droits et autres impositions à l'importation

8. Le tarif douanier du Système harmonisé a été mis en place en janvier 1988 avec des réformes tarifaires destinées à établir une structure tarifaire stable pour les sept années suivantes, mais des modifications sélectives des droits de douane ont eu lieu chaque année depuis lors. Entre 1989 et 1991, les droits d'importation ont fait l'objet d'une augmentation allant de 100 à 300 pour cent pour certains produits. Un nouveau Tarif des droits de douane et d'accise couvrant la période 1995-2001 a été annoncé avec effet à compter du 1er mars 1995. Selon les autorités du Nigéria, ce nouveau tarif réduit le montant moyen des droits de douane, ainsi que leur nombre et leur fourchette; il élimine également la plupart des exemptions. Il a été publié en août 1995. La nouvelle structure tarifaire a réduit la dispersion des taux des droits d'importation, la faisant passer de 0-300 à 5-100 pour cent. Les droits à l'importation ont été réduits sur un certain nombre de biens intermédiaires destinés aux industries locales: éléments de piles, tôles laminées à froid et à chaud, tôles d'étain, lait en poudre et matières grasses laitières, briques réfractaires, verre en feuilles et moteurs marins. En août 1995, les autorités ont encore baissé les droits d'un tiers, à titre provisoire, afin de réduire l'incidence du passage au calcul des droits de douane sur la base du taux de change autonome.

¹Après l'annonce initiale de son retrait de la liste des produits prohibés, des informations sont parues, indiquant que le riz continuait de faire l'objet d'une interdiction d'importer (Financial Times et Marchés tropicaux, 20 janvier 1995).

²African Economic Digest, 19 juin 1995. Cet accroissement des recettes devrait résulter de l'arrêt des pratiques frauduleuses dans les ports du pays.

9. Avant l'achèvement du Cycle d'Uruguay, une seule position tarifaire était consolidée. Dans le cadre du Cycle d'Uruguay, le Nigéria s'est engagé à consolider les droits qui frappent les produits figurant à l'annexe I de l'Accord sur l'agriculture à un taux plafond de 150 pour cent, le niveau maximal des autres taux étant fixé à 230 pour cent (y compris les autres droits et impositions). En ce qui concerne les produits industriels, les droits de douane appliqués à 68 positions tarifaires à quatre chiffres ont été consolidés: 48 positions à des taux plafond compris entre 40 et 50 pour cent et 20 à des taux compris entre 60 et 80 pour cent. La totalité des 68 positions sont passibles d'autres droits et impositions d'un niveau maximal de 80 pour cent.

10. Des procédures antidumping ont abouti à des relèvements des droits NPF. A compter de janvier 1989, le taux a été porté de 35-70 pour cent à 200 pour cent sur les tubes fluorescents, les piles du type R.20, l'amidon, les tubes GLS et les enveloppes en verre. Toutefois, apparemment pour des raisons administratives et pour protéger les industries naissantes, ces taux s'appliquent aux importations de toutes les provenances. La législation antidumping du Nigéria est en cours de révision et la loi d'habilitation sera adoptée en temps voulu.

11. Le Département des douanes et des droits d'accise perçoit sur toutes les importations une surtaxe de 9 pour cent, qui regroupe la surtaxe de 7 pour cent pour l'aménagement des ports, la surtaxe de 1 pour cent pour le financement du Conseil de recherche-développement pour les matières premières et la surtaxe de 1 pour cent pour le Conseil des chargeurs nigériens. Le produit de la surtaxe sert à financer les services de ces organismes. Les produits d'importation en concurrence avec des produits locaux assujettis à des droits d'accise sont passibles depuis 1988, de façon non discriminatoire, de taxes de débarquement équivalant à ces droits.

iii) Réglementation des changes ayant une incidence sur le commerce

12. Les modifications apportées le 1er janvier 1995 au mécanisme de change ont marqué un retour à un double marché des changes, qui existait jusqu'en mars 1992, composé d'un marché officiel et d'un marché autonome sur lequel opèrent banques et bureaux de change. Toutes les transactions non officielles se font sur le marché autonome. Le taux de change officiel du naira par rapport au dollar EU, qui s'applique pour certaines transactions de l'Etat (telles qu'envois de fonds à des missions à l'étranger, contributions à des organismes étrangers et versements d'indemnités à des personnalités officielles en déplacement à l'étranger), a été fixé à 22 naira, alors que les transactions non officielles se font à un taux d'environ 82 naira; seuls les banques et les bureaux de change sont autorisés à effectuer des transactions en devises convertibles.³ Les changements apportés au mécanisme de change, ainsi que le nouveau Décret sur la surveillance des opérations en devises et des investissements en capitaux sont décrits en détail dans le document de base présenté par le Nigéria pour cette consultation (WT/BOP/6).

III. Evolution macroéconomique⁴

13. L'économie nigérienne a connu d'importantes difficultés à la suite de l'affaiblissement des marchés pétroliers et de la hausse des taux d'intérêt réels pendant la première moitié des années 80. Les exportations totales, qui avaient atteint 25,7 milliards de dollars en 1980, sont tombées à 6 milliards en 1986, principalement du fait de l'effondrement du cours du pétrole. Le gouvernement nigérien a eu amplement recours au marché international des capitaux pour financer le déficit des opérations courantes et le déficit budgétaire, tous deux en augmentation. Au milieu de 1986, il a adopté un

³Marchés tropicaux, 10 février et 18 août 1995. Le taux de change autonome est utilisé pour calculer les droits d'importation.

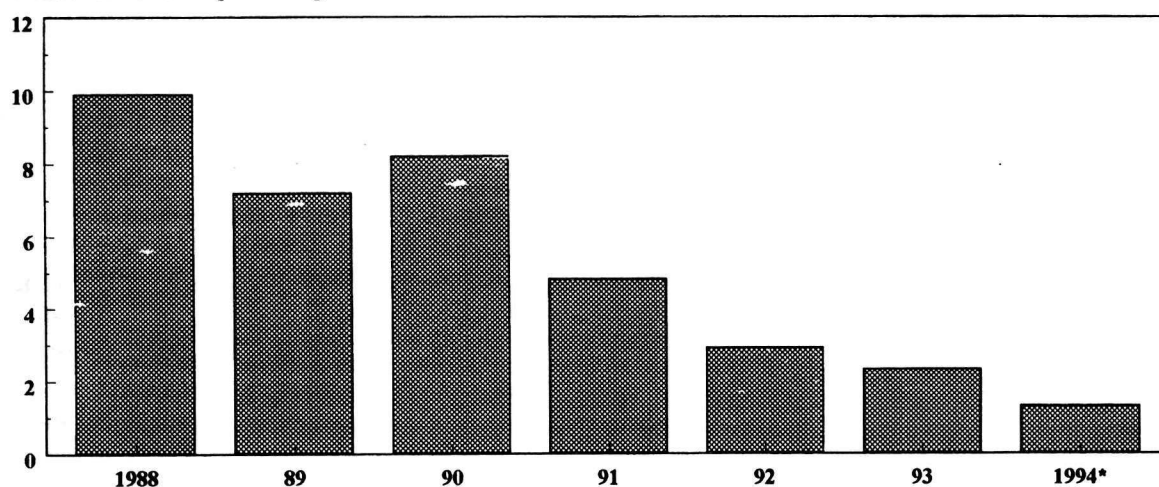
⁴Sauf indication contraire, les chiffres cités dans la présente section sont tirés des rapports du FMI.

programme d'ajustement structurel prévoyant la libéralisation des changes et du commerce, la suppression de nombreuses mesures de réglementation des prix, une dépréciation réelle du naira et une réforme du secteur public.

14. Le PIB réel n'a cessé d'augmenter entre 1988 et 1992, bien qu'à un rythme décroissant (graphique 1), essentiellement sous l'effet de la reprise du secteur pétrolier et du programme d'ajustement structurel. Le secteur pétrolier fournit seulement un septième du PIB en termes réels, mais plus de 90 pour cent des exportations de marchandises et un peu plus de 80 pour cent des recettes de l'Etat perçues au niveau fédéral. La valeur des exportations de pétrole a crû d'environ 45 pour cent entre 1988 et 1989 ainsi qu'entre 1989 et 1990, sous l'effet de l'accroissement de la production et de la hausse des cours résultant de la crise du Golfe. Toutefois, des hausses ultérieures de la production de pétrole n'ont pas suffi à compenser la retombée des cours et les exportations ont chuté, passant de quelque 13,5 milliards de dollars EU en 1990 à 11 milliards de dollars EU en 1993 et à un chiffre estimé à 9,3 milliards de dollars EU en 1994.

Graphique 1 PIB réel, 1988-1994

Variation annuelle en pourcentage



* Estimations.

Source: FMI.

15. Depuis 1990, la croissance s'est nettement ralentie. Le FMI estime que le taux de croissance réel n'a atteint que 1,3 pour cent en 1994, le PIB pétrole inclus ayant chuté de 6 pour cent. Selon la Banque centrale du Nigéria, les résultats économiques décevants affichés en 1994 étaient principalement dus à l'expansion continue et démesurée des dépenses de l'Etat ainsi qu'à la désorganisation des activités économiques causée par les troubles politiques et sociaux.⁵ Le secteur privé a également été confronté à des limitations du crédit du fait du vaste déficit budgétaire, qui est une des principales causes de l'accélération notable de l'inflation en 1991-1994. En outre, le Nigéria étant fortement tributaire des pièces détachées et des biens d'équipement importés, la pénurie de devises a eu de graves répercussions sur le secteur manufacturier.⁶

16. Après avoir été maîtrisée en 1990, l'inflation s'est fortement accélérée sous l'effet de l'expansion du crédit intérieur net et de la masse monétaire au sens large. Après avoir augmenté de 23 pour cent en 1991 (en fin de période), les prix à la consommation ont connu une hausse de plus en plus rapide, qui a atteint un taux d'environ 77 pour cent à la fin de 1994. Cette inflation galopante est en partie due à l'accroissement des dépenses de l'Etat et à la dépréciation du naira, joints à une pénurie persistante de biens de consommation causée par le manque de devises qui, selon des informations, jouerait également un grand rôle.⁷ Selon le FMI, en 1993, le taux de change effectif du Nigéria, calculé à partir de la moyenne pondérée du taux officiel et du taux des bureaux de change, s'est déprécié: le taux nominal s'est déprécié de 23 pour cent tandis que le taux réel s'appréciait de 9 pour cent. Au cours de 1994, les taux nominal et réel se sont appréciés d'environ 33 et 83 pour cent respectivement.

17. L'investissement intérieur brut a fortement augmenté entre 1988 et 1992, pour atteindre l'équivalent de près de 25 pour cent du PIB à la fin de la période (graphique 2). L'épargne nationale brute a nettement augmenté entre 1988 et 1990, passant de 12 pour cent du PIB à près de 23 pour cent. En 1989 et 1990, l'épargne nationale brute a dépassé l'investissement intérieur brut, d'où un excédent des opérations courantes. En 1991, la balance des opérations courantes était équilibrée, mais, de 1992 à 1994, selon des estimations, l'investissement a dépassé l'épargne d'un montant compris entre 2 et 3 pour cent du PIB. En conséquence, les opérations courantes se sont soldées par un déficit du même ordre de grandeur.

18. Le secteur public nigérian comprend l'administration fédérale, celles des 30 Etats, plus de 400 administrations locales et environ 600 entreprises publiques, dont quelque 90 organismes autonomes de services sociaux relevant des ministères compétents. Les budgets des Etats et des administrations locales sont financés dans une grande mesure par des ressources fédérales, elles-mêmes provenant essentiellement du secteur pétrolier, des droits de douane et d'accise, des impôts sur les sociétés, des versements de bénéfices des entreprises publiques et de la taxe à la valeur ajoutée introduite en 1994. Faute de statistiques exactes, il n'est pas possible d'établir les comptes de la totalité du secteur public. Les paragraphes ci-après concernent donc principalement les comptes fédéraux.

⁵Africa Research Bulletin, 16 juin-15 juillet 1995.

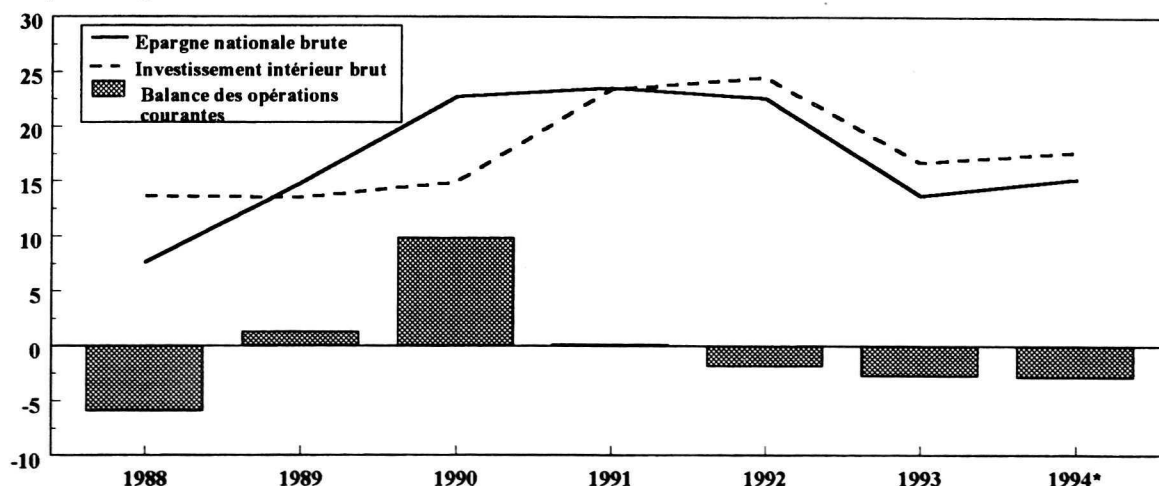
⁶Le secteur du montage des véhicules à moteur a été particulièrement touché, Volkswagen Nigéria ayant cessé le travail en décembre 1994 en raison d'un manque de devises pour l'importation des composants nécessaires (African Economic Digest, 16 janvier 1995).

⁷Economist Intelligence Unit, Country Profile: Nigeria, 1995-96, page 14.

Graphique 2

Investissement, épargne et balance des opérations courantes, 1988-1994

En pourcentage du PIB



* Estimations.

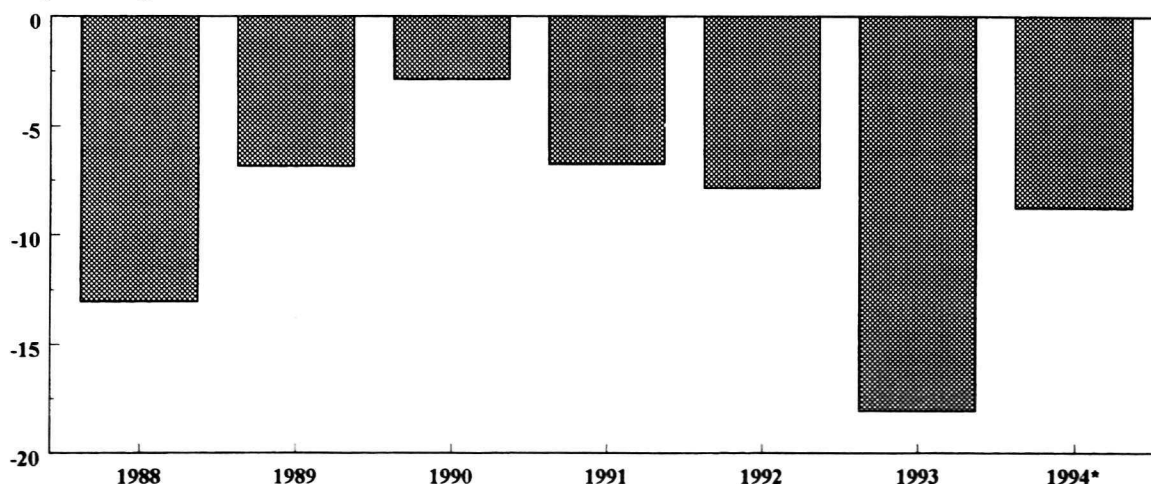
Source: FMI.

19. Grâce à la hausse plus forte que prévue du cours du pétrole en 1989 et à la nouvelle hausse provoquée par la crise du Golfe, les recettes fédérales sont passées d'environ 20 pour cent du PIB en 1988 à environ 36 pour cent en 1990. Cela a entraîné une réduction importante du déficit budgétaire de l'Etat fédéral, qui est tombé à 2,9 pour cent seulement du PIB, contre 13,6 pour cent en 1988 (graphique 3). De 1991 à 1993, les déficits budgétaires se sont beaucoup creusés en raison de la forte augmentation des dépenses extrabudgétaires et de la chute des cours du pétrole. Selon des estimations, le déficit budgétaire devait retomber aux alentours de 9 pour cent du PIB en 1994, principalement grâce à l'élimination des dépenses extrabudgétaires.

20. Les déficits budgétaires ont été en grande partie financés par l'emprunt auprès des banques nationales et l'accumulation d'arriérés vis-à-vis de l'étranger. La politique d'austérité budgétaire et monétaire appliquée en 1989 et au début de 1990 a considérablement réduit la dette nette du gouvernement fédéral envers les banques et la part du crédit intérieur total dans l'économie, ce qui a provoqué une forte chute de l'inflation en 1990. Toutefois, l'inflexion de cette politique a entraîné une hausse du crédit intérieur et du passif net des finances fédérales de 19 et 15 pour cent respectivement en 1990. Les prix à la consommation ont augmenté de 13 pour cent en moyenne en 1991 et l'expansion du crédit intérieur s'est alors nettement accélérée, le crédit intérieur et le passif net des finances fédérales affichant des hausses respectives de 37 et 61 pour cent en 1991, de 81 et 138 pour cent en 1992 et de 91 et 122 pour cent en 1993. En conséquence, le taux d'inflation (en fin de période) a atteint 23 pour cent en 1991, 49 pour cent en 1992 et 61 pour cent en 1993. Selon des estimations, le crédit intérieur net et le passif net des finances fédérales ont atteint 28 et 27 pour cent en 1994, ce qui est encore élevé, le taux d'inflation atteignant près de 77 pour cent à la fin de l'année et 57 pour cent en moyenne annuelle.

Graphique 3 Etat des finances fédérales, 1988-1994

En pourcentage du PIB



* Estimations.

Source: FMI.

21. La dette publique intérieure a beaucoup augmenté, passant de 47 milliards de naira en 1988 à un montant estimé à 261 milliards de naira en 1993, représentant alors 37 pour cent du PIB. Les dettes en naira des Etats et des entreprises publiques semblent aussi avoir augmenté, mais les chiffres ne sont pas connus. En 1993, les paiements d'intérêts sur la dette intérieure absorbaient 31 pour cent des dépenses courantes de l'Etat fédéral, cette part étant estimée à 24 pour cent pour 1994.

IV. Balance des paiements

22. La persistance de sorties nettes de capitaux importantes, jointe à la faiblesse de la balance des opérations courantes, a entraîné un déficit de la balance des paiements globale tout au long de la période 1986-1994. Ces déficits ont diminué de 1986 à 1990, mais ils se sont creusés depuis lors, et l'on s'attend à ce que la balance globale affiche un déficit de 2,5 milliards de dollars EU en 1994.

Balance des opérations courantes

23. Ces dernières années, la balance du commerce des marchandises a été continuellement excédentaire. A la fin des années 80, cela était essentiellement dû à la compression des importations ainsi qu'à la chute de la demande d'importations consécutive à la baisse des exportations pétrolières jusqu'au milieu des années 80 et à l'accroissement du service de la dette. Ensuite, l'augmentation de la production de pétrole (volume des exportations) et la hausse du prix du brut sur les marchés mondiaux ont entraîné d'importantes augmentations de l'excédent commercial, qui a plus que quintuplé entre 1988 et 1990 pour atteindre environ 6,8 milliards de dollars EU à la fin de la période (tableau 1). L'excédent de la balance du commerce des marchandises est ensuite retombé à un chiffre estimé à 2,9 milliards de dollars EU en 1994. Ce recul marqué de l'excédent commercial est dû à la combinaison de la chute des recettes d'exportation du fait du tassement des cours du pétrole et de la forte demande

d'importations résultant de la politique budgétaire expansionniste du gouvernement. La demande d'importations a été plus faible en 1994, année au cours de laquelle les importations ont très nettement chuté du fait de la pénurie de devises.

Tableau 1

Balance des paiements, 1988-1994

(en millions de dollars EU)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994(est)
Balance commerciale	1 292	3 900	6 843	4 234	3 570	3 168	2 860
Exportations f.a.b.	7 069	9 812	13 914	12 127	12 307	11 297	9 534
Importations f.a.b.	(5 776)	(5 912)	(7 070)	(7 893)	(8 737)	(8 129)	(6 675)
Services (nets)	(3 845)	(4 268)	(5 389)	(5 256)	(4 892)	(4 700)	(4 357)
dont: intérêts échus	(2 370)	(2 357)	(2 739)	(2 422)	(2 150)	(1 939)	(1 906)
services non facteurs (nets)	(942)	(1 599)	(2 102)	(2 287)	(2 093)	(2 073)	(1 893)
Transferts privés sans contrepartie (nets)	544	651	1 029	1 027	790	552	550
Transferts officiels sans contrepartie (nets)	89	128	48	22	(57)	54	(48)
Balance des opérations courantes	(1 920)	412	2 531	28	(590)	(927)	(995)
Mouvements de capitaux officiels (nets)	(3 432)	(2 484)	(3 094)	(2 566)	(6 068)	(2 477)	(2 089)
Décaissements	618	1 217	927	715	528	543	608
Amortissements ¹	(4 049)	(3 701)	(4 021)	(3 281)	(6 596)	(3 020)	(2 697)
Mouvements de capitaux privés (nets)	333	2 425	584	615	898	641	577
Investissements directs	359	2 443	602	588	836	614	582
dont conversion de la dette	(42)	159	110	58	65	15	9
Autres (nets)	(26)	(18)	(18)	27	62	27	(5)
Capitaux à court terme (nets)	(428)	(2 419)	(1 109)	(116)	(1 817)	(354)	(160)
Balance des opérations en capital	(3 526)	(2 478)	(3 620)	(2 067)	(6 986)	(2 190)	(1 673)
				(2 923)			
Erreurs et omissions (nettes)	547	522	496	(252)	(120)	(220)	167
Balance globale	(4 899)	(1 544)	(592)	(2 292)	(7 695)	(3 337)	(2 500)
Financement	4 899	1 544	592	2 292	7 695	3 337	2 500
Réserves nettes (augmentation)	331	(1 272)	(2 508)	(50)	3 370	60	(200)
Avoirs extérieurs nets non inclus dans les réserves (augmentation) ²	--	--	--	--	(352)	--	--
Accumulation d'arriérés (diminution) ³	4 568	(361)	2 423	751	2 057	3 277	2 700
Rééchelonnement des arriérés	--	(4 555)	(725)	(833)	(208)	--	--
Financements exceptionnels	--	7 731	1 403	2 424	2 828	--	--
Allègement de la dette ⁴	--	7 731	2 266	3 298	2 828	--	--

1 Le chiffre des amortissements de 1992 comprend le rachat en début d'année de 3,4 milliards de dollars EU de créances du Club de Londres.

2 Coût du financement en 1992 de la garantie par un échange à parité d'environ 2 milliards de dollars EU de créances du Club de Londres.

3 Le chiffre de 1993 comprend 0,3 milliard de dollars EU de soldes en souffrance dans des comptes ouverts.

4 Le chiffre de 1992 comprend une réduction de 2 milliards de dollars EU de la dette résultant de l'opération de rachat conclue avec les créanciers du Club de Londres et 0,8 milliard résultant du rééchelonnement de la dette envers des créanciers officiels bilatéraux. Il comprend également le rééchelonnement des arriérés.

Source: FMI.

24. Les importants excédents de la balance du commerce des marchandises ont été généralement contrebalancés par les lourds déficits de la balance des services et des revenus (invisibles). La balance du commerce des services commerciaux est en général déficitaire. A ce solde négatif s'ajoutent les sorties importantes liées au service de la dette. Entre 1989 et 1991, la balance courante était excédentaire, alors qu'elle avait été très déficitaire en 1988 (graphique 2). Par suite de la forte poussée des importations de marchandises et de la diminution des exportations en 1992, la balance des opérations courantes a accusé un déficit de 590 millions de dollars EU, déficit qui s'est creusé en 1993, du fait que le recul des exportations et des entrées nettes au titre des transferts sans contrepartie a plus que contrebalancé la baisse des importations de marchandises et des importations nettes de services. Selon des estimations, le déficit de la balance courante s'est légèrement aggravé en 1994, pour atteindre près de 1 milliard de dollars EU, le recul des exportations étant de nouveau plus important que celui des importations de marchandises et des importations nettes de services.

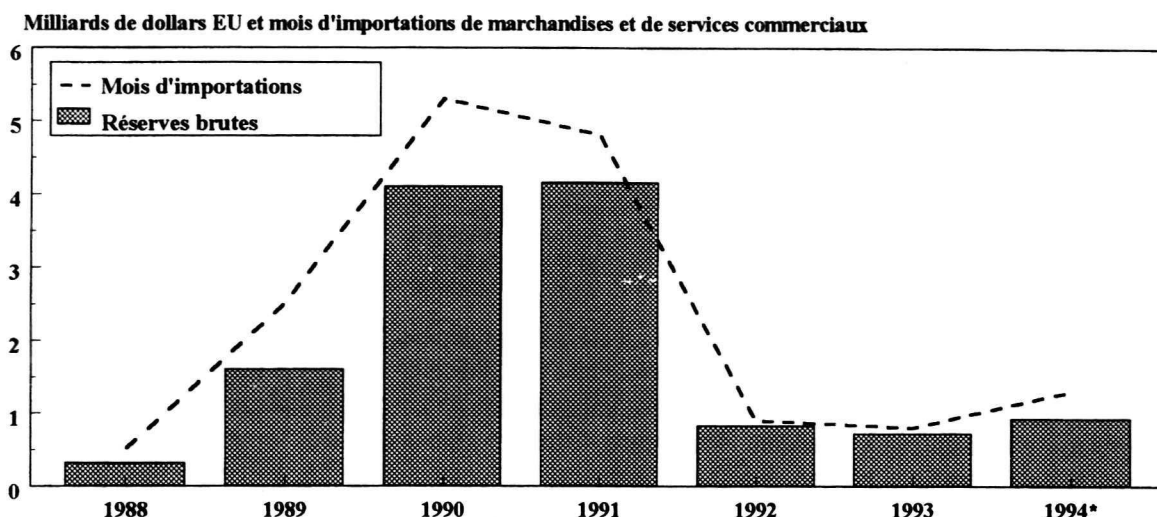
Opérations en capital

25. La balance des opérations en capital est déficitaire depuis 1986, les sorties de capitaux étant largement supérieures aux entrées. En conséquence, la balance globale a été négative tous les ans de 1985 à 1994. Entre 1988 et 1990, le déficit de la balance globale a reculé en même temps que la balance des opérations courantes s'améliorait. Par contre, le déficit global s'est très fortement creusé en 1991, l'excédent des opérations courantes accusant un recul plus marqué que les sorties nettes de capitaux et les paiements liés au service de la dette. La balance globale a enregistré un déficit record de 7,7 milliards de dollars EU en 1992, année au cours de laquelle le déficit de la balance des opérations en capital a plus que triplé, pour atteindre près de 7 milliards de dollars EU, du fait de l'opération de rachat de la dette conclue avec les créanciers du Club de Londres. La baisse notable des déficits de la balance des opérations en capital, même si ces déficits sont encore importants, a entraîné des réductions du déficit de la balance globale, estimé à environ 2,5 milliards de dollars EU pour 1994. Cette année-là, les arriérés au titre de la dette extérieure étaient estimés à 9,1 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 2,7 milliards de dollars EU.

Réserves

26. Les réserves internationales brutes, qui étaient tombées en 1988 à leur niveau le plus bas (320 millions de dollars EU, soit un demi-mois d'importations de marchandises et de services commerciaux), ont atteint 4,2 milliards (environ 5 mois d'importations) en 1991 (graphique 4). Cette augmentation tient en partie à l'évolution favorable du marché du pétrole. Les réserves ont atteint en mars 1991 le niveau record de 4,7 milliards de dollars EU; elles ont diminué en 1992 et 1993 avant de remonter légèrement à 900 millions de dollars EU, soit l'équivalent d'environ 1,3 mois d'importations, à la fin de 1994.

Graphique 4 Réserves internationales brutes, 1988-1994



* Estimations.

Source: FMI.

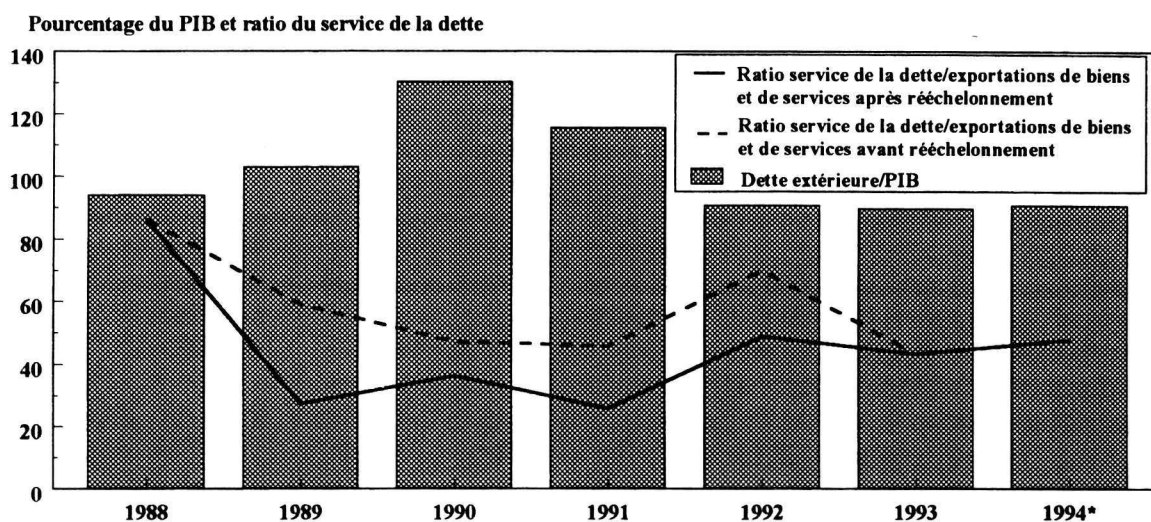
Dettes extérieures

27. L'encours de la dette extérieure totale n'a cessé de croître au cours des années 80. La dette totale moyenne a été presque égale au PIB pendant la période allant de 1988 à 1994 (graphique 5) et on estime qu'elle représentait 90 pour cent du PIB à la fin de la période. En 1991 et 1992, le Nigéria a négocié de nouveaux accords d'allègement de la dette avec ses créanciers publics et privés, ce qui a réduit l'encours de la dette extérieure d'environ 10 pour cent. A la fin de 1994, selon les estimations du FMI, la dette extérieure totale du pays était d'environ 31 milliards de dollars EU.⁸ Le service de la dette impose une lourde charge à l'économie nigériane. Entre 1988 et 1994, les paiements d'intérêts sur la dette intérieure et extérieure ont absorbé entre 60 et 70 pour cent des dépenses courantes du gouvernement fédéral; le ratio du service de la dette aux exportations de biens et de services (après rééchelonnement) a atteint 48 pour cent en moyenne. Selon le FMI, le service de la dette rééchelonnée totalisait 4,6 milliards de dollars EU en 1994, dont 1,9 milliard au titre des intérêts.

⁸Dans son discours de présentation du budget de 1995, le Ministre des finances a évalué l'encours de la dette extérieure à 29,4 milliards de dollars en octobre 1994 (The Economist Intelligence Unit, Country Profile: Nigeria, 1995-96, page 33).

Graphique 5

Dette extérieure, 1988-1994



* Estimations.

Source: FMI.

Commerce extérieur

28. Comme on l'a vu plus haut, les exportations de marchandises du Nigéria consistent pour l'essentiel en pétrole brut (tableau 2).⁹ Selon des données de l'ONU, le reste est surtout composé de produits agricoles, dont les plus importants sont les fèves de cacao, le caoutchouc et les palmistes. L'importance relative des exportations de pétrole est restée remarquablement stable depuis le milieu des années 80, malgré de fortes fluctuations des cours mondiaux du pétrole. Le Nigéria importe principalement des articles manufacturés. Les machines et le matériel de transport sont les plus gros postes d'importation, suivis par les produits chimiques et d'autres produits manufacturés. La part des machines et du matériel de transport a eu tendance à augmenter, tandis que celle des produits chimiques a diminué.

⁹Les chiffres des tableaux 2 et 3 indiquent seulement des tendances générales en raison de l'incertitude qui entoure la valeur des marchandises faisant l'objet d'un commerce informel, notamment avec les pays voisins.

Tableau 2

Commerce extérieur du Nigéria par principaux produits, 1988 et 1993

(en pourcentage des exportations ou importations totales)

Produit (CTCI Rev.1)	1988	1993
Exportations		
Pétrole brut (331)	90,0	91,0
Produits dérivés du pétrole (332)	1,0	2,5
Cacao (072)	3,9	1,5
Caoutchouc brut, synthétique (23)	1,0	0,7
Noix et amandes de palmiste (2213)	0,2	0,0
Divers	4,0	4,2
Importations		
Produits alimentaires et animaux vivants (0)	7,0	8,6
Boissons et tabacs (1)	0,5	0,5
Matières premières brutes (hors combustibles) (2)	1,9	0,9
Combustibles minéraux (3-33252)	3,3	3,1
Huiles d'origine animale et végétale (4)	0,4	1,0
Produits chimiques (5+33252+688-5714)	16,6	13,3
Autres articles manufacturés (6+7+8-68)	65,3	68,8
Machines et matériels de transport (7+8911)	40,1	44,9
Divers	4,9	3,8

Note: Sur la base des informations communiquées par les partenaires commerciaux; les chiffres de 1993 excluent le Ghana.

Source: UNSTAT, base de données Comtrade et calculs de l'OMC.

29. Les partenaires commerciaux du Nigéria sont relativement peu nombreux, surtout pour les exportations. Les Etats-Unis sont le principal marché d'exportation (ils ont absorbé environ 47 pour cent du total en 1993 - tableau 3). La Communauté européenne a absorbé environ 31 pour cent du total des exportations, l'Allemagne, la France et l'Espagne étant les principaux marchés d'exportation nationaux après les Etats-Unis. Ces derniers se classent avec le Royaume-Uni et l'Allemagne au premier rang des fournisseurs du Nigéria, ces trois pays lui fournissant chacun entre 11 et 15 pour cent de ses importations totales. Les pays d'Asie, notamment le Japon mais également la Chine, l'Inde, Singapour et la Corée du Sud, sont des fournisseurs de plus en plus importants (leur part dans les importations totales du Nigéria est passée de 10,6 pour cent en 1985 à près de 22 pour cent en 1993).

Tableau 3

Commerce extérieur du Nigéria par principales régions et par principaux partenaires, 1988 et 1993

(en pourcentage des exportations ou importations totales)

	Exportations		Importations	
	1988	1993	1988	1993
Europe	43,2	35,8	67,5	58,2
- CE12	42,0	31,1	59,2	52,2
- - France	6,1	6,5	11,4	8,9
- - Allemagne	8,6	7,3	12,2	11,0
- - Italie	2,3	1,6	7,2	5,8
- - Pays-Bas	5,8	4,6	4,0	5,7
- - Espagne	11,7	6,4	2,7	1,6
- - Royaume-Uni	2,8	1,5	16,5	15,2
- AELE	1,0	3,9	6,6	4,7
- Europe de l'Est	0,1	0,4	1,1	0,9
- Autres pays d'Europe	0,1	0,0	0,6	0,4
Afrique	0,1	2,7	0,4	0,4
Amérique	55,8	56,4	13,1	18,8
- Canada	3,2	4,5	0,4	0,7
- Etats-Unis	43,9	47,4	8,4	13,9
- Autres pays d'Amérique	8,7	4,6	4,2	4,2
- - Brésil	1,8	1,2	3,7	3,8
- - Chili	1,3	3,4	0,0	0,0
Asie	0,8	7,7	18,6	21,9
- Asie de l'Est	0,7	0,8	17,4	19,9
- - Chine	0,1	0,0	0,7	1,9
- - Japon	0,1	0,1	7,3	7,9
- - Corée, Rép. de	0,0	0,5	1,7	1,9
- - Singapour	0,3	0,1	1,5	2,5
- Asie du Sud	0,1	7,0	1,2	2,0
- - Inde	0,1	7,0	1,1	1,9
Moyen-Orient	0,0	0,0	0,3	0,4
Océanie	0,0	0,0	0,1	0,2

Note: Sur la base des informations communiquées par les partenaires commerciaux.

Source: UNSTAT, base de données Comtrade et calculs de l'OMC.

Annexe 1¹⁰

Liste des produits dont l'importation est prohibée, 1995-2001 (Echanges commerciaux)

N°	Désignation des produits (SH)	Observations
1.	Volailles vivantes ou viandes de volaille (à savoir poulets, canards, oies, dindes et pintades) à l'exclusion des poussins d'un jour et des reproducteurs utilisés pour la recherche et les croisements (SH 0105.1200-0105.9990 et 0207.1100-0207.3600); oeufs en coquilles, y compris oeufs à couver (0407-0000)	Article XVIII:B
2.	Maïs (1005.1000-1005.9000)	Article XVIII:B
3.	Sorgho (1007.0000)	Article XIX
4.	Millet (1008.2000)	Article XIX
5.	Farine de froment (1101.0000)	Article XIX
6.	Huiles végétales, à l'exclusion des huiles de lin et de ricin utilisées comme matières premières industrielles (1515.1100, 1515.1900 et 1515.3000)	Article XVIII:B
7.	Bières (2203.0000), orge et malt (1003.0000 et 1107.1000-1107.2000), eaux d'Evian et similaires (2201.1000-2202.9000)	Article XVIII:B
8.	Barytines et bentonites (2511.1100-2511.2000, 2508.1100)	Article XVIII:B
9.	Gypse (2520.1000)	Article XIX
10.	Spirales antimoustiques (3808.1110)	Article XIX
11.	Articles de ménage en matières plastiques, à l'exclusion des biberons (3922.1000-3922.9000, 3924.1000-3924.9000)	Article XVIII:B
12.	Pneus rechapés/usagés (4012.1000-4012.9000)	Articles XVIII et XX
13.	Tissus de tous types et articles en tissus, des chapitres 50 à 63, mais à l'exclusion des: <ul style="list-style-type: none"> a) Nappes tramées de nylon pour pneumatiques (5902.1000-5902.9000) b) Tissus de nylon gratté multifilaments et toiles à calquer (5111.2000, 5112.2000 et 5901.9000) c) Toiles à matelas (5903.1000-5903.9000) d) Rubanerie (5806.1000-5806.4000) passementeries et doublures (5903.1000-5903.9000, 5908.0000, 5808.1000-5808.9000) e) Filets confectionnés pour la pêche (5608.1100) et filets pour moustiquaires (5608.1900 et 5608.9000) f) Gants à usage industriel (6116.1000-6116.9900) g) Toiles pour la fabrication des courroies de ventilateurs (5907.0000 et 5908.0000) h) Formes (6212.9000), bandes élastiques en lycra (5604.9000), motifs (5810.1000-5810.9900) i) Produits et articles textiles pour usages techniques (5911.1000-5911.9000) j) Courroies transporteuses ou de transmission, en matières textiles (5910.0000) k) Matières textiles en polypropylène pour doublure ou fond (5512.1100-5512.9900) l) Cordages en fibres (5607.1000-5607.9000) m) Chiffons et déchets textiles (6310.1100) n) Sacs et sachets (6305.1000 et 6305.2000) 	Article XVIII:B
14.	Véhicules automobiles et motocycles comptant plus de huit (8) ans depuis la date de fabrication (8702.1100-8702.9900, 8703.1000-8703.9000, 8704.1000-8704.9900, 8711.1000-8711.9000)	Article XX
15.	Meubles et articles de mobilier (9401.1000-9401.9000, 9403.1000-9406.0000)	Article XVIII:B
16.	Appareils de jeu (9504.1000-9504.3000)	Article XX

¹⁰Reprise de l'annexe I du document WT/BOP/6.